

En Nouvelle-Calédonie, l'espoir d'un destin commun

Les électeurs du territoire doivent se prononcer dimanche pour ou contre l'indépendance. Une revendication en perte de vitesse depuis trente ans

NOUMÉA - *envoyé spécial*

Pour De Gaulle, qui raffolait des formules à l'emporte-pièce, la Nouvelle-Calédonie était « *une bande de terre peuplée par une bande de cons* ». Après des années d'affrontements meurtriers, la poignée de main historique entre Jacques Lafleur et Jean-Marie Tjibaou scellant les accords de Matignon du 26 juin 1988, prolongés par l'accord de Nouméa du 5 mai 1998, avait fait naître l'espoir d'une nation en construction, intégrant toutes les communautés.

Trente ans après, à la veille de la consultation du 4 novembre par laquelle les électeurs vont devoir répondre à la question « Voulez-vous que la Nouvelle-Calédonie accède à la pleine souveraineté et devienne indépendante? », force est de reconnaître que cet espoir a été déçu. Le « *vivre ensemble* » ressassé à satiété dans les discours politiques apparaît à bien des égards comme une inaccessible chimère tant restent fortes les inégalités sociales et sociologiques. Sans que les responsables à la tête du « pays » ne fassent preuve non plus d'une réelle volonté de les combattre.

Nouméa, la « capitale », est l'éclatant symbole de ces mondes parallèles, qui se côtoient sans véritablement se mêler. Les quartiers huppés du sud de la ville comptent moins de 5 % de Kanak quand, dans les quartiers sociaux de Kaméré, Ducos ou Montravel, sept à huit habitants sur dix sont kanak. Il reste un long chemin à parcourir pour donner un sens à la mixité sociale.

Pour autant, il serait vain de nier les progrès accomplis sur la voie de la réconciliation, l'émergence de valeurs partagées et l'acceptation d'un destin commun, après les déchirures des années 1980. Cette prise de conscience se traduit par un phénomène notable : lors du dernier recensement de 2014, en sus des quelque 23 000 métis déclarés, plus de 20 000 personnes se sont définies comme « Calédonien ». Une progression de 60 % en cinq ans. Ainsi, 15 % de la population du territoire ne se classent dans aucune communauté, kanak, européenne ou autres.

L'essor de ce sentiment d'appartenance calédonienne est particulièrement sensible

chez les jeunes, qui ont fréquenté les mêmes établissements scolaires, pratiqué les mêmes activités, suivi les mêmes formations, même si, là aussi, persistent d'évidentes inégalités. Cet enracinement de la citoyenneté calédonienne, au-delà de l'appartenance communautaire qui n'a pas disparu pour autant, oblige les dirigeants politiques à élaborer, au lendemain du référendum, un projet qui rassemble et non qui divise. Les dirigeants non-indépendantistes, dont l'appel à voter non à l'accession à la pleine souveraineté a toutes les chances d'être majoritairement suivi, y sont-ils résolus? Cela paraît loin d'être acquis.

« NOUVELLE FORME DE COLONISATION »

Le fait identitaire n'en demeure pas moins un puissant ciment de la communauté kanak, qui représente 39 % de la population calédonienne (275 000 habitants). La « *pleine reconnaissance de l'identité kanak* » était un des piliers de l'accord de Nouméa de 1998. Si d'incontestables progrès ont été accomplis en vingt ans – établissement d'un Sénat coutumier, Académie des langues kanak, Agence de développement de la culture kanak (ADCK), Centre culturel Tjibaou, prise en compte de la langue et de la culture kanak dans l'enseignement –, nombre de Kanak jugent que la domination économique et culturelle exercée par le modèle européen n'intègre pas les dimensions de la pluriculturalité.

« *Depuis vingt ans, ce qui a changé, c'est pour partie le regard sur la civilisation kanak, expliquait au Monde Emmanuel Tjibaou, le directeur de l'ADCK. Mais, si la Nouvelle-Calédonie a avancé sur la voie de l'affirmation d'un "destin commun", cela ne s'est pas fait de manière consciente et concertée. En réalité, la prise en compte de l'identité kanak, du métissage, de la vie commune, surtout en ville, des transformations qui doivent accompagner le rapport avec la culture autochtone a peu évolué. Les Kanak, les Mélanésiens de manière générale, sont contraints et forcés d'adopter le mode de vie occidental. C'est une forme d'aliénation déguisée. Sur ce plan-là, la reconnaissance se heurte à la réalité des faits. Le brasage, bien sûr, a eu lieu. Il n'y a qu'à voir le nombre de mariages entre les communautés. Mais le politique n'avance pas au rythme de la société. Il est en retard.* »

Le rattrapage et le rééquilibrage économi-

ques engagés à partir des accords de Matignon se sont accompagnés d'un déplacement des populations et le métissage des communautés d'une confrontation des cultures parfois vécue comme un déchirement et une perte de repères. Si la population de la Nouvelle-Calédonie a crû de plus de 80 000 habitants en vingt ans, cette progression est très différenciée. La province Sud, qui regroupe à elle seule près de

200 000 habitants, a enregistré une croissance démographique de 65 000 habitants, dont 23 000 à Nouméa, qui frôle à présent 100 000 habitants. La province Nord a gagné 9 000 habitants et dépasse à présent 50 000. En revanche, la population des îles Loyauté a reculé de 2 600 habitants et est passée sous la barre des 20 000.

Autrement dit, une large partie de la population mélanésienne est aujourd'hui urbanisée et a adopté, peu ou prou, le mode de vie et de consommation occidental. Ce que les indépendantistes considèrent comme « *une nouvelle forme de colonisation* ». « *En trente ans, on est passé de la culture kanak niée à la culture kanak asservie*, estime Emmanuel Tjibaou. *Dans nos comportements, notre alimentation, notre mode de vie, nous sommes toujours colonisés. Et, du coup, nous nous retrouvons en contradiction avec nos propres références. Ce n'est pas comme cela qu'on construit un avenir commun.* »

La volonté de reconnaissance identitaire reste donc une profonde aspiration dans la population kanak mais elle ne se conjugue plus nécessairement avec la revendication de l'indépendance. Le rêve indépendantiste

Une large partie de la population a adopté le mode de vie occidental. « Une nouvelle forme de colonisation », selon les indépendantistes

Les dessous d'un scrutin historique

TOUT A ÉTÉ MINUTIEUSEMENT scruté pour éviter toute contestation. La consultation du 4 novembre pour l'accession à l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie sera placée sous le contrôle d'une quinzaine d'observateurs de l'Organisation des Nations unies (ONU) et de 250 délégués venus de métropole qui vont se déployer dans l'ensemble des 235 bureaux de vote installés sur le territoire. L'objectif du gouvernement, du Haut-Commissariat de la Nouvelle-Calédonie et des membres du comité des signataires de l'accord de Nouméa est de faire en sorte que toutes les conditions de transparence et, par voie de conséquence, de légitimité du scrutin, soient réunies.

La composition du corps électoral autorisé à prendre part au vote a donné lieu à d'innombrables séances de discussion parfois envenimées, jusqu'à l'accord intervenu au comité des signataires qui s'est tenu à Matignon le 2 novembre 2017. L'accord de Nouméa délimitait les contours des « populations intéressées » à l'avenir de la Nouvelle-Calédonie et, donc, autorisées à prendre part au scrutin.

Pour figurer sur la liste électorale spéciale, il faut remplir au moins une des conditions suivantes : avoir été admis à participer à la consultation du 8 novembre 1998 ; remplir la condition de dix ans de domicile au moment de la consultation de 1998 ; avoir eu le statut civil coutumier ou, né en Nouvelle-Calédonie, y avoir le centre de ses intérêts matériels et moraux ; avoir l'un de ses parents né en Nouvelle-Calédonie et y avoir le centre de ses intérêts matériels et moraux ; pouvoir justifier de vingt ans de domicile continu ; être né avant le 1^{er} janvier 1989 et avoir eu son domicile en Nouvelle-Calédonie de 1988 à 1998 ; être né à partir du 1^{er} janvier 1989 et avoir eu un de ses parents satisfaisant aux conditions pour participer à la consultation de 1998.

Bureaux délocalisés

A la suite du comité des signataires de novembre 2017, les Kanak ayant un statut civil coutumier mais qui n'étaient pas inscrits sur la liste électorale générale l'ont été d'office, afin de pouvoir prendre part au référendum. Ont également été inscrits les

électeurs nés en Nouvelle-Calédonie et présumés y détenir le centre de leurs intérêts matériels et moraux dès lors qu'ils y ont été domiciliés de manière continue durant trois ans.

Des bureaux de vote délocalisés ont été installés à Nouméa pour les électeurs des communes des îles résidant sur la Grande Terre : 3256 d'entre eux ont opté pour le vote dans un de ces bureaux. La commission de contrôle a aussi recensé 564 personnes théoriquement inscrites mais qui n'ont pu être localisées à une adresse. Des dispositions ont également été prises pour que 180 électeurs incarcérés au camp Est puissent voter par procuration.

Finalement, ce sont 174 154 électeurs, dont 80 120 de statut civil coutumier, qui vont pouvoir prendre part à la consultation. Ce nombre, toutefois, pourra évoluer à la marge jusqu'au dernier moment, si des personnes non inscrites pouvant justifier qu'elles remplissent au moins une des conditions requises se présentent le jour du scrutin dans un bureau de vote. ■

P. RR

En Nouvelle-Calédonie, le « non mais » rebat les cartes

Le premier ministre souhaite poursuivre le dialogue en décembre, à Paris

ANALYSE

NOUMÉA - envoyé spécial

Au lendemain du référendum sur l'accession à la pleine souveraineté de la Nouvelle-Calédonie, dimanche 4 novembre, qui a vu le « non » l'emporter largement avec 56,7 % des suffrages exprimés, ce que tous les acteurs politiques et institutionnels retiennent en premier lieu, c'est la forte mobilisation du corps électoral. Sur les 174 999 électeurs inscrits, 141 099 ont pris part au vote, soit une participation exceptionnellement élevée de 80,62%. Celle-ci avait été de 74,2% lors de la consultation sur l'accord de Nouméa de 1998.

Reste maintenant à savoir quels enseignements indépendantistes et non-indépendantistes, ainsi que l'Etat, tireront de ce scrutin. Arrivé lundi matin à Nouméa, le premier ministre Edouard Philippe a salué la participation « absolument considérable » et le climat dans lequel s'est tenu le scrutin. « C'est l'aboutissement de quel-

que chose d'assez extraordinaire qui s'est passé pendant trente ans, et il faut en être fier », a-t-il encore dit à une cinquantaine de jeunes étudiants venus le rencontrer.

« Se tourner vers l'avenir »

Le chef du gouvernement a immédiatement engagé une série de consultations avec les responsables des principales forces politiques, indépendantistes et non indépendantistes. A l'issue, il s'est félicité de ce que toutes les formations politiques reconnaissent la légitimité du scrutin et souhaitent poursuivre le dialogue. « Je proposerai à tous les membres du comité des signataires de se retrouver en décembre à Paris », a-t-il annoncé. « Au-delà des questions institutionnelles, tous ont souligné les enjeux économiques et sociaux pour la Nouvelle-Calédonie. Il faudra donc que nous trouvions le temps et la méthode pour échanger sur ces enjeux de société », a-t-il ajouté.

La veille, dans une intervention télévisée diffusée dimanche à 13 heures en métropole (23 heures en Nouvelle-Calédonie), Em-

manuel Macron avait salué le résultat du référendum comme « une marque de confiance en la République » et exprimé sa « fierté que la majorité des Calédoniens aient choisi la France ». « Le seul vainqueur, c'est le processus en faveur de la paix qui porte la Nouvelle-Calédonie depuis trente ans, c'est l'esprit de dialogue », a ajouté le président de la République, qui a invité « chacun à se tourner vers l'avenir ». « Il n'y a pas d'autre chemin que celui du dialogue », a-t-il encore plaidé.

Emmanuel Macron s'est toutefois bien gardé d'évoquer la perspective d'un deuxième, voire d'un troisième référendum comme le prévoit l'accord de Nouméa si le « oui » n'était pas majoritaire. Dès dimanche soir, c'est la question

qui occupait l'essentiel des débats. Le succès du « non », moindre que ne le laissaient prévoir les sondages et, surtout, que ne l'escomptaient les dirigeants loyalistes, rebat en partie la donne.

La présidente du parti Les Républicains calédonien, Sonia Backès, et le président du Rassemblement-Les Républicains, Pierre Frogier, ont fait campagne sur le thème d'un « non massif » qui rendrait caduque la perspective des référendums suivants.

Ils tablaient sur une victoire par 70 %, voire 80 %, des suffrages en faveur du « non ». De son côté, le président de Calédonie ensemble, Philippe Gomès, estimait qu'avec un non à 70 %, les deux autres référendums n'auraient pas de pertinence et qu'il faudrait donc négocier avec les indépendantistes un nouvel accord qui se substituerait à celui de Nouméa.

Macron s'est bien gardé d'évoquer la perspective d'un deuxième, voire d'un troisième référendum, comme prévu par l'accord de Nouméa

Dimanche soir, paradoxalement, la déception était chez les vainqueurs et la satisfaction chez les vaincus qui, avec 43,3 % des suffrages améliorent légèrement leur score des élections provinciales de 2014. « On a déjoué les pronostics annoncés par les loyalistes, se félicite Roch Wamytan, le président du groupe Union calédonienne-Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS) du Congrès. Nous considérons que ce référendum est un galop d'essai. Il y aura d'autres rendez-vous et nous comptons bien convaincre le peuple calédonien la prochaine fois. »

Pour Daniel Goa, le président de l'Union calédonienne et porte-parole du FLNKS, « dès le 5 novembre commence la deuxième mi-temps jusqu'en 2020, puis de 2020 à 2022 s'il faut une prolongation ». Même tonalité chez Louis Mapou, président du groupe Union nationale pour l'indépendance du Congrès : « La droite locale faisait le pari que la cause indépendantiste est en ré-

gression, ce n'est pas le cas, assurément-il. Les uns et les autres voudraient que l'on ne parle plus des deux autres référendums mais, plus qu'avant, ils ont bien leur raison d'être. »

Les discussions qui vont s'engager prennent en effet une tout autre tournure avec ce résultat, certes confortable pour le non à l'indépendance mais plus étroit qu'espéré dans le camp loyaliste. Les indépendantistes, confortés par la très forte mobilisation de leurs partisans, notamment chez les jeunes, ne se rendront pas à la table des négociations en victimes expiatoires. L'ancien maire de Bourail, Jean-Pierre Aïfa, membre du comité des sages chargé de veiller à la bonne tenue du scrutin, estimait, lundi matin, qu'« il vaut mieux travailler avec du 43-57 qu'avec du 70-30 ».

Pour l'heure, cependant, les dirigeants non-indépendantistes espèrent encore pouvoir faire l'économie des deuxième et troisième référendums, même s'ils ont

nuancé leurs propos au regard du résultat de dimanche soir.

Clivages profonds

« Compte tenu de la participation, le résultat est incontestable, estime Sonia Backès. Quel est l'intérêt des indépendantistes de repenser la question dans la mesure où, dans deux puis quatre ans, le résultat sera le même ? » Philippe Gomès, quant à lui, mise toujours sur le dialogue. « L'arithmétique électorale n'est pas bouleversée et les non-indépendantistes restent et resteront majoritaires, assure le député de la

Paradoxalement, au lendemain du scrutin, la déception était chez les vainqueurs, et la satisfaction chez les vaincus

2^e circonscription. Mais l'arithmétique électorale a ses limites et la seule voie dans ce pays, c'est le dialogue et le consensus. Je crois qu'on doit réfléchir pour voir si on peut éviter cette nouvelle période

de campagne électorale, de tensions éventuelles. »

Pour y parvenir, il faudra toutefois savoir prendre en compte les aspirations qui se sont exprimées lors de cette consultation. Les loyalistes tablaient sur un essoufflement de la revendication indépendantiste. Ils avaient probablement négligé la force du sentiment identitaire dans la communauté mélanésienne. Si les lignes ont bougé à l'occasion de ce référendum, il faudra également prendre en considération à la fois les clivages profonds qui traversent la société calédonienne et les évolutions sociologiques en son sein. ■

PATRICK ROGER

En Nouvelle-Calédonie, le non l'emporte

« VOULEZ-VOUS QUE LA NOUVELLE-CALÉDONIE ACCÈDE À LA PLEINE SOUVERAINETÉ ET DEVIENNE INDÉPENDANTE ? »

Résultats, en % des suffrages exprimés



RÉSULTATS DU NON, en % des suffrages exprimés, par commune

